

ÉVENTUELLES FRAPPES OCCIDENTALES EN LIBYE

# Grande inquiétude des Tunisiens

*Depuis quelques jours, la Tunisie vit à l'heure d'éventuelles frappes occidentales en territoire libyen. C'est le sujet des divers plateaux télévisés avec des invités aux avis différents quant à la position que la Tunisie devrait adopter en cas d'attaques et face à un éventuel déferlement de réfugiés. Certains analystes estiment que les Libyens sont «nos frères» qu'il faut aider par tous les moyens. Pour d'autres qui ne croient ni à la politique ni à la diplomatie, les frontières devraient être fermées. D'autant plus qu'outre l'aspect économique, un exode pourrait faciliter la tâche aux terroristes qui pourraient s'infiltrer, impunément, en territoire tunisien.*

Cependant, le gouvernement, qui suit de très près l'évolution de la situation, est sur ses gardes et se prépare à y faire face par tous les moyens. Au risque de susciter des craintes parmi la population, le ministère du Commerce a pris des mesures (telles que l'augmentation des capacités de stockage) propres à prévenir toute pénurie de produits de consommation de base au plan national. L'annonce de ces mesures n'a pas manqué de susciter les craintes des citoyens. Même ceux de la capitale, distante de 700 kilomètres de la frontière, en font leur sujet du jour. Et dans les jours qui viennent, l'ont craint un déferlement sur les grandes surfaces pour créer la pénurie

Au plan régional, le gouvernorat de Médenine (proche de la frontière), dans le sud du pays, on multiplie les réunions pour mettre au point un plan d'accueil des éventuels réfugiés. Forts de l'expérience de l'année 2011, l'on se prépare aux divers scénarios en collaboration étroite avec le Commissariat des Nations unies pour les réfugiés qui exclut la création d'un village de tentes, affirmant que les conditions d'accueil seraient meilleures qu'en 2011.

Cependant, tout est encore dans le flou, puisqu'aucune partie ne détient la vérité, en particulier celle relative à la date du déclenchement d'éventuelles frappes occidentales contre les groupes terroristes de Daesh en Libye.

A ce propos, le colonel-major Mokhtar Ben Nasr, retraité de l'armée tunisienne et président du Centre tunisien des études pour la sécurité globale, relève une tendance à surestimer les capacités des groupes terroristes basés en Tunisie et estime que Daesh «n'osera pas mener des attaques contre la Tunisie, sachant que l'armée est bien disposée sur la frontière». Selon Ben Nasr, il y aurait 12000 terroristes en Libye

répartis entre Daesh (5000), Al Qaïda (5000) et Ansar Al Chariâ (2000). Tout en excluant le caractère dangereux de ces groupes, il a toutefois mis en garde contre

les quantités d'armes qu'ils détiennent. Toujours selon Ben Nasr, 1700 groupes armés sont actifs en Libye et 350 000 hommes sont armés.

Au plan politique, le président de l'Assemblée des représentants du peuple (Parlement), M.Mohamed Ennaceur, a affirmé que rien n'indique, pour le moment, l'imminence d'une attaque occidentale en Libye. Ce qui donne une certaine crédibilité à cette déclaration est qu'elle a été faite après une rencontre avec l'ambassadeur américain à Tunis. Par ailleurs, les observateurs s'interrogent sur le véritable objet de la visite de l'ancienne secrétaire d'Etat améri-

De Tunis, Kattou Mohamed

caine en cette période en Tunisie. Officiellement, Mme Albright est, actuellement, présidente du centre de recherches «Atlantic Council». Mais rien n'empêche qu'elle soit mandatée par l'administration américaine pour parler avec les autorités tunisiennes des frappes occidentales attendues en Libye. En effet, elle a rencontré les trois présidents (République, gouvernement et Parlement, sans omettre d'avoir un entretien avec le leader du parti islamiste, Rached Ghannouchi.

K. M.

SYRIE

## Le ton monte entre alliés et adversaires de Damas

**Malgré les promesses de trêve, une résolution du conflit syrien semblait hier de plus en plus illusoire, les différents acteurs internationaux, dont la Turquie et la Russie, s'accusant mutuellement de jeter de l'huile sur le feu.**

L'armée turque a bombardé au mortier hier pour la deuxième journée consécutive des positions kurdes dans le nord de la Syrie, aux alentours de la ville syrienne d'Azaz dans la province d'Alep.

Le gouvernement syrien a condamné «les attaques répétées de la Turquie à l'encontre (...) de l'intégrité territoriale de la Syrie», appelant le Conseil de sécurité de l'ONU à «mettre un terme aux crimes du régime turc».

En menant de nouveaux bombardements, Ankara a fait fi de l'appel à les «cesser» lancé par les Etats-Unis, son allié et partenaire au sein de l'Otan. Les Turcs expriment régulièrement leur frustration face au soutien militaire apporté par Washington aux groupes kurdes, notamment des Unités de protection du peuple (YPG). Ils

redoutent que ces derniers, qui contrôlent déjà une grande partie du nord de la Syrie, n'étendent leur influence à la quasi-totalité de la zone frontalière. La progression des YPG à l'ouest de l'Euphrate en Syrie constitue «une ligne rouge», a expliqué le vice-Premier ministre turc Yalcin Akdogan. «Il s'agit de questions qui touchent à la sécurité nationale (...)». La Turquie n'est pas une nation qui va regarder ce qui se passe les bras croisés», a-t-il prévenu.

Farouchement hostile au régime de Bachar Al-Assad et en froid avec la Russie, la Turquie envisage par ailleurs de lancer avec l'Arabie Saoudite une opération terrestre en Syrie officiellement destinée à combattre les islamistes du groupe Etat islamique (Daesh), selon le ministre turc des

Affaires étrangères, Mevlut Cavusoglu. Des forces «spéciales» saoudiennes pourraient être ainsi déployées dans le cadre de la coalition antiterroriste conduite par les Etats-Unis, a déclaré dimanche le ministre des Affaires étrangères, Adel al-Jubeir, sans donner de détails. Ces déclarations coïncident avec le déploiement d'avions de combat saoudiens sur la base turque d'Incirlik afin d'«intensifier les opérations aériennes» contre Daesh, selon un haut responsable saoudien de la Défense.

M. Jubeir a parallèlement vivement critiqué l'action de la Russie en Syrie, affirmant qu'elle ne parviendra «pas à sauver Bachar al-Assad». Son départ «est une question de temps et, tôt ou tard, son régime tombera», a-t-il prédit.

L'engagement accru de Ryad et Ankara survient alors que les groupes rebelles soutenus par les deux puissances sunnites ne cessent de perdre du terrain face aux Kurdes mais aussi et surtout face

aux forces régulières. L'Iran et la Russie, les principaux alliés de Damas, ont mis en garde ces pays contre l'envoi de troupes en Syrie.

«Nous ne permettrons certainement pas que la situation en Syrie évolue conformément à la volonté des «pays rebelles». Nous prendrons les décisions nécessaires le moment venu», a averti l'adjoint du chef d'état-major des forces armées iraniennes, le général Massoud Jazayeri.

Sur le terrain, l'armée syrienne continue de progresser au nord d'Alep et ne se trouvait plus hier qu'à environ trois kilomètres au sud de Tall Rifaat, l'un des trois bastions qui restent aux insurgés dans cette région. La localité, qui a été visée samedi par plus de 20 raids russes, est également attaquée à l'est par les Kurdes.

L'offensive lancée le 1<sup>er</sup> février par le régime a provoqué l'exode de dizaines de milliers de personnes qui restent notamment bloquées au nord d'Azaz, tout près de la frontière turque, espérant que les autorités turques les laissent entrer.

Dans ce contexte, les présidents américain Barack Obama et russe Vladimir Poutine se sont parlés au téléphone et ont fait, selon le Kremlin, une «évaluation positive» de l'accord conclu vendredi par les grandes puissances à Munich sur une trêve pour la semaine prochaine.

Cet accord a été vivement dénoncé hier par le coordinateur de l'opposition syrienne, Riad Hijab, pour qui il permet la poursuite des bombardements russes. «Celui qui protège Daesh aujourd'hui, c'est la Russie», a jugé M. Hijab. L'influent sénateur républicain américain John McCain a également jugé que l'accord de Munich ne ferait que soutenir «l'agression militaire» de la Russie, qui «veut exacerber la crise des migrants pour diviser l'alliance transatlantique et miner le projet européen».

GRÈCE

## Trois Britanniques armés arrêtés près de la frontière turque

**Trois Britanniques d'origine kurde irakienne et lourdement armés ont été arrêtés à Alexandroupolis, près de la frontière gréco-turque, alors qu'ils semblaient vouloir participer aux combats contre le groupe Etat islamique (Daesh), ont indiqué hier les autorités policières.**

Selon les premières informations de la police, les trois hommes, d'origine kurde irakienne, s'apprêtaient à quitter la Grèce pour passer en Turquie puis probablement en Syrie ou en Irak afin de participer aux combats des Kurdes contre Daesh.

L'un d'eux, âgé de 40 ans, a été arrêté au poste-

frontière de Kipi, sur le fleuve Evros qui sépare la Turquie de la Grèce, en possession de quatre armes de type Walther et 200.000 balles de 22 mm de calibre, dissimulées dans une caravane remorquée par une voiture aux plaques d'immatriculation allemandes.

Il est soupçonné «d'appartenance à une organisation criminelle» pour «violation de la législation sur le port d'armes», a indiqué la police dans son communiqué.

La police a saisi les munitions, la voiture et la caravane du suspect, qui va être présenté au procureur d'Alexandroupolis, selon ce texte.

Les deux autres ressortissants britanniques, âgés de 35 et 36 ans, ont été arrêtés par la police portuaire dans le port d'Alexandroupolis, chef-lieu

du département d'Evros, en possession de 18 armes à feu et d'environ 40.000 balles de calibre de 22 et 5,5mm, cachées également dans une caravane. Ces deux hommes sont accusés de «constitution d'une organisation criminelle, participation à des actions terroristes, trafic et port illégal d'armes et des munitions», selon un communiqué de la police portuaire.

L'enquête a été confiée aux services anti-terroristes. Les autorités grecques sont en état d'alerte après l'arrestation de deux Suédois, terroristes présumés, le 31 janvier, dans ce même département d'Evros en possession de «matériel de combat».

Ils étaient arrivés à la mi-janvier en Grèce par avion en provenance de Suède avant de prendre le bus pour la Turquie.